



**Convention sur la
diversité biologique**

Distr.
GÉNÉRALE

CBD/SBI/3/11/Add.1
4 novembre 2020

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

**ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ
DE L'APPLICATION**

Troisième réunion

Date et lieu à déterminer

Point 9 de l'ordre du jour provisoire *

MÉCANISME D'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS AU TITRE DE LA CONVENTION

Note de la Secrétaire exécutive

I. INTRODUCTION

1. Dans sa décision [XIII/27](#), la Conférence des Parties a encouragé les Parties à remettre leurs sixièmes rapports nationaux avant le 31 décembre 2018.

2. Au paragraphe 1 de la décision [14/27](#), la Conférence des Parties a décidé de commencer la synchronisation des cycles de rapports pour la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya en 2023. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya a respectivement accepté l'invitation de la Conférence des Parties dans les décisions [CP-9/5](#) et [NP-3/4](#) et décidé d'instaurer un cycle synchronisé d'établissement de rapports à partir de 2023.

3. Au paragraphe 3 de la décision 14/27, la Conférence des Parties demande également à la Secrétaire exécutive de faire rapport des progrès réalisés dans les travaux entrepris dans la période intersessions à la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application, notamment :

a) D'évaluer les incidences financières des cycles de rapports synchronisés pour la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya à partir de 2023, afin que cette information puisse être transmise au Fonds pour l'environnement mondial dans le cadre de la préparation de la reconstitution du Fonds d'affectation spéciale pour le cycle 2022-2026 ;

b) De poursuivre les efforts visant à améliorer et harmoniser l'interface utilisateur et la conception des rapports nationaux, y compris l'outil d'établissement de rapports en ligne, en vertu de la Convention et de ses Protocoles ;

c) D'identifier des mesures concrètes visant à faire avancer les synergies sur l'établissement de rapports à l'intention des conventions liées à la diversité biologique et des conventions de Rio et de contribuer au processus de suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030¹ ;

d) D'évaluer l'utilisation par les Parties des outils d'établissement de rapports en ligne pour le sixième rapport national, le rapport national intérimaire au titre du Protocole de Nagoya et le rapport

*CBD/SBI/3/1

¹ Voir la résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

national au titre du Protocole de Cartagena, afin d'étudier l'harmonisation avec les systèmes d'établissement de rapports utilisés par les secrétariats des conventions apparentées.

4. Dans sa décision [14/34](#), la Conférence des Parties a demandé à l'Organe subsidiaire chargé de l'application de contribuer à l'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 à sa troisième réunion et de le compléter au moyen d'éléments portant sur des moyens de soutenir et d'analyser sa mise en œuvre.

5. La partie II, ci-dessous, propose un sommaire des expériences et des enseignements tirés de la préparation des sixièmes rapports nationaux à la Convention. La partie III présente un sommaire des réponses à certaines demandes formulées au paragraphe 3 de la décision [14/27](#). La partie IV présente une synthèse des points de vue et des suggestions sur l'établissement des rapports émanant des première et deuxième réunions du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 à la Convention, de la consultation thématique sur les mécanismes transparents de mise en œuvre, de suivi, d'établissement de rapports et d'analyse du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et de la vingt-troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, ainsi que des points de vue exprimés lors des consultations régionales et thématiques pertinentes et dans les exposés liés au cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

6. La partie V présente les principes et les facteurs à considérer lors de l'élaboration du projet de modèle du septième rapport national. L'annexe I présente les éléments proposés pour le projet de modèle du septième rapport national et l'annexe II contient une liste des pays ayant remis leur sixième rapport national.

II. EXPÉRIENCES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU CYCLE D'ÉTABLISSEMENT DU SIXIÈME RAPPORT NATIONAL

A. Taux de soumission du sixième rapport national

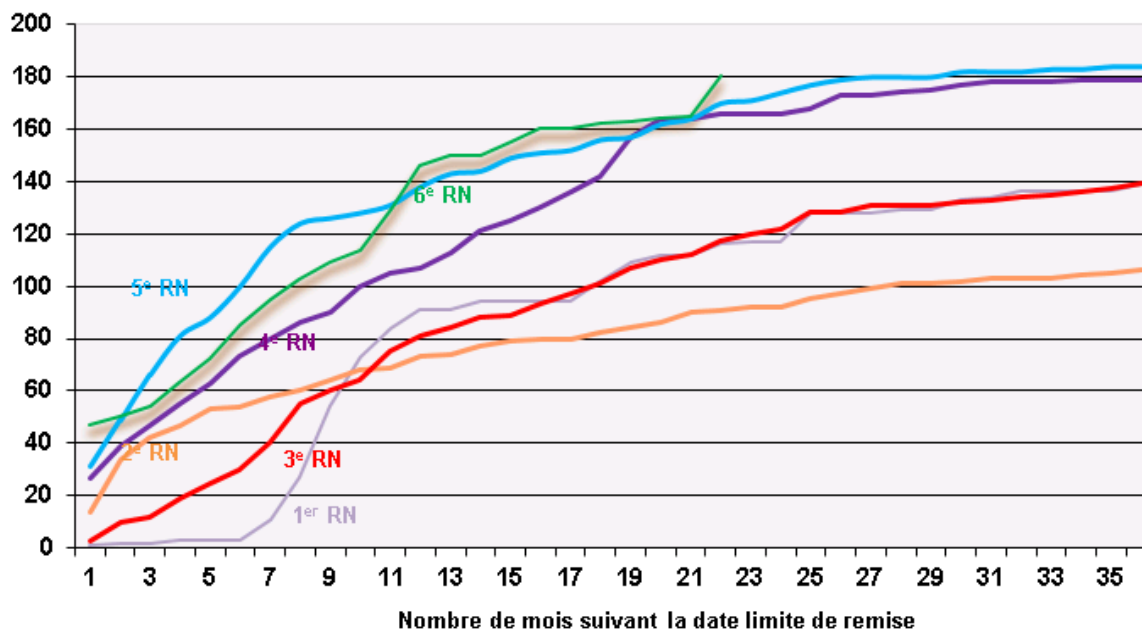
7. Cent quatre-vingts pays avaient remis leur sixième rapport national au 30 septembre 2020 (voir l'annexe III). Quatre-vingt-onze de ces rapports ont été préparés en utilisant l'outil d'établissement de rapports en ligne et 89 ont été préparés hors ligne. Les pays ayant remis un rapport préparé hors ligne ont presque tous utilisé les modèles d'établissement de rapports contenus à l'annexe à la décision [XIII/27](#). Vingt Parties, au total, ont remis un rapport en ligne et hors ligne. Les rapports remis en ligne sont disponibles auprès du mécanisme de centre d'échange² et les rapports remis hors ligne sont publiés sur le site Web de la Convention.³

8. Quarante-sept rapports ont été reçus, au total, à la date limite de remise du 31 décembre 2018, ou avant. Au 20 septembre 2020, c'est-à-dire 21 mois après la date limite de remise, le taux de soumission du sixième rapport national avait dépassé de 11 points le taux de soumission du quatrième rapport national et de sept points celui du cinquième rapport national. Précisons que la pandémie de la COVID-19 a ralenti le taux de soumission du sixième rapport national, car plusieurs pays ont été dans l'impossibilité de mettre au point ou d'adopter le rapport comme prévu. La figure ci-dessous offre un aperçu des tendances dans la soumission pour les six rapports nationaux réalisés à ce jour.

² https://chm.cbd.int/database?schema_s=nationalReport6

³ <https://www.cbd.int/reports/>

Rapports nationaux de la CDB (dates et taux de soumission)



1^{er} RN Dû le 1^{er} janvier 1998 (la date limite avait été fixée au 30 juin 1997, mais elle a été reportée, car 1 seul rapport avait été reçu)
 *11 rapports avaient été reçus à la date de remise reportée (TOTAL = 153)
 2^e RN Dû le 15 mai 2001 *14 rapports reçus à la date de remise (TOTAL = 135)
 3^e RN Dû le 15 mai 2005 *3 rapports reçus à la date de remise (TOTAL = 152)
 4^e RN Dû le 30 mars 2009 *26 rapports reçus à la date de remise (TOTAL = 181) (179 final, 2 substantial drafts)
 5^e RN Dû le 31 mars 2014 *31 rapports reçus à la date de remise (TOTAL = 192)
 6^e RN Dû le 31 décembre 2018 *47 rapports reçus à la date de remise (TOTAL = 180)

30 septembre 2020

9. Le taux de soumission du sixième rapport national a été plus élevé, au début, que celui des autres cycles d'établissement des rapports nationaux, comme indiqué dans la figure. Malgré les progrès, ces résultats démontrent que les Parties éprouvent encore des difficultés à remettre leurs rapports nationaux à la date limite.

B. Soutien offert pour la préparation du sixième rapport national

10. Le Secrétariat et ses partenaires ont offert un soutien sous plusieurs formes aux Parties pour la préparation du sixième rapport national, notamment :

a) Un accès anticipé des pays admissibles au soutien financier du Fonds pour l'environnement mondial et une augmentation de la somme accordée ;

b) Des ateliers mondiaux et régionaux organisés par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en collaboration avec d'autres partenaires, en appui à la préparation du sixième rapport national (un atelier mondial a été présenté avant la vingt et unième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques en décembre 2017, et six ateliers de renforcement des capacités ont été présentés pour les régions de l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est et du Sud, le Moyen-Orient, le Pacifique, l'Europe centrale et de l'Est, l'Amérique centrale et les Caraïbes) ;

c) Un soutien pour les ateliers infrarégionaux offert aux États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et du Conseil de coopération des États arabes du Golfe ;

d) Un soutien à plusieurs ateliers nationaux afin de faciliter le processus de consultation intérieure et la préparation du rapport ;

e) L'organisation d'événements parallèles et de services d'assistance informatique sur le sixième rapport national en marge des grandes réunions au titre de la Convention (vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième réunions de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques; deuxième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application; quatorzième réunion de la Conférence des Parties et première réunion du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020) ;

f) L'élaboration de matériel de soutien technique, tel que l'orientation sur la participation des parties prenantes, l'utilisation d'indicateurs, le genre et l'utilisation de données spatiales ;

g) L'organisation de plus d'une douzaine de webinaires sur divers sujets liés à la préparation du sixième rapport national, tels que la participation des parties prenantes, le genre, l'utilisation de données spatiales, l'utilisation d'indicateurs et l'analyse de l'application des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) ;

h) L'offre de commentaires d'analyse et de suggestions concernant les projets de rapport, à la demande des Parties ;

i) Une formation et du soutien sur l'utilisation de l'outil d'établissement de rapports en ligne ;

j) Un soutien technique offert par l'entremise du Laboratoire de la biodiversité des Nations Unies créé par le PNUD, en collaboration avec les partenaires compétents, tels que MapX et WCMC-PNUE, pour l'utilisation des données spatiales.⁴

C. Difficultés éprouvées par les Parties dans la préparation des sixièmes rapports nationaux

11. Les Parties ont fait part des difficultés générales et particulières qu'elles ont éprouvées concernant le modèle du sixième rapport national lors de diverses réunions et consultations. De façon générale, les Parties étaient d'avis que les futurs modèles devraient être raccourcis et simplifiés, et ne porter que sur les renseignements essentiels à l'évaluation des progrès en vue de l'application de la Convention et de son Plan stratégique pour la diversité biologique. Certains pays ont également relevé des chevauchements et des doubles emplois dans les différentes parties du rapport, surtout en ce qui concerne les parties II, III et IV. C'était notamment le cas pour les pays qui avaient adopté les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité en tant qu'objectifs nationaux ou qui avaient fait état de progrès par rapport aux objectifs mondiaux plutôt que par rapport à leurs objectifs nationaux. Les Parties ont aussi transmis des commentaires plus précis sur les différentes parties du sixième rapport national :

Partie I. Aucune possibilité n'était offerte aux pays qui avaient adopté des objectifs nationaux mais qui avaient décidé de comparer leurs données aux objectifs mondiaux (cette possibilité a été ajoutée plus tard, dans l'outil d'établissement de rapports en ligne).

Partie II. Plusieurs pays ont éprouvé de grandes difficultés à évaluer l'efficacité des mesures prises pour la mise en œuvre dans cette partie, notamment à cause de l'absence d'outils d'évaluation et de méthodes pour réaliser ces analyses (des sources de données ou d'information ont toutefois été fournies). Certains pays étaient également d'avis que la description extrêmement détaillée des mesures prises pouvait empêcher de cibler les résultats des mesures.

Partie IV. L'analyse des contributions des pays aux objectifs mondiaux pour la biodiversité demandée dans la partie IV s'est avérée difficile car bien que plusieurs pays aient pu mesurer leurs propres progrès à l'échelle nationale, il leur a été difficile de déterminer ce que ces résultats pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux.

⁴ Une analyse entreprise par le PNUD à cet égard révèle que les Parties avaient utilisé davantage de données spatiales pour faire rapport de l'efficacité de la mise en œuvre des SPANB, ainsi que de la réalisation des objectifs nationaux et des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, plus particulièrement les Objectifs 3, 5, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17 et 20 d'Aichi. L'analyse révèle également une utilisation accrue des données spatiales dans le sixième rapport national par rapport au cinquième rapport national.

D. Difficultés éprouvées par le Secrétariat dans l'analyse des données contenues dans les sixièmes rapports nationaux

12. Le modèle du sixième rapport national était relativement souple car il permettait aux Parties d'établir un rapport sur leurs propres objectifs nationaux et/ou les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. De plus, bien que les Parties aient été tenues d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de leurs objectifs nationaux ou des Objectifs d'Aichi, la façon dont ils le faisaient leur incombait et tenait compte de la situation du pays. De même, le processus d'établissement des objectifs nationaux ou des engagements connexes dans le SPANB comportait aussi une certaine souplesse et était largement laissé à la discrétion des Parties. Cette souplesse facilite le processus d'établissement de rapport en laissant aux Parties la tâche d'établir leur rapport selon les circonstances de leur pays. Cependant, cette souplesse et les différentes méthodes utilisées par les Parties ont compliqué la tâche du Secrétariat d'effectuer une évaluation conséquente et exhaustive des renseignements contenus dans les rapports nationaux. Par exemple, certaines Parties ont établi des objectifs liés au processus, d'autres ont fixé des objectifs liés aux résultats et d'autres encore ont utilisé une combinaison des deux, ce qui a nécessité différentes méthodes pour évaluer les progrès à l'échelle des pays. Les différentes méthodes utilisées par les pays ne sont pas nécessairement comparables les unes aux autres. De plus, les Parties ont cartographié leurs objectifs nationaux par rapport aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité de différentes façons et à partir de différentes informations dans leurs rapports nationaux. À titre d'exemple, certaines Parties ont établi un objectif national pour chaque Objectif d'Aichi, tandis que d'autres ont fixé plusieurs objectifs nationaux pour un Objectif d'Aichi. De même, certains pays ont établi des objectifs nationaux liés à plusieurs Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Le fait que les SPANB de certaines Parties ne contiennent pas d'objectifs nationaux, mais que ceux-ci sont mentionnés dans leurs rapports nationaux, tandis que d'autres Parties ont évalué les progrès accomplis au titre de leurs objectifs nationaux dans leur rapport national, qui sont différents des objectifs dans leur SPANB, a créé une difficulté supplémentaire. En outre, certaines Parties ont décidé de présenter leurs données par rapport aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité au lieu de leurs objectifs nationaux pour la biodiversité et certaines autres Parties les ont présentées par rapport aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité parce qu'elles n'avaient pas établi d'objectifs nationaux distincts. Les Parties pourraient souhaiter peser le pour le contre d'utiliser un mécanisme d'établissement de rapport souple et de la nécessité d'utiliser des données et des méthodes nationales comparables pouvant être regroupées au niveau mondial.

III. RÉPONSE AUX DEMANDES FORMULÉES DANS LA DÉCISION 14/27

A. Évaluation des conséquences en matière de coût de la synchronisation des rapports pour la Convention et ses Protocoles dans le contexte de la huitième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (2022-2026)

13. Selon le paragraphe 1 de la décision [14/27](#), les Parties à la Convention et ses Protocoles devraient remettre leurs prochains rapports nationaux en 2023 (l'année marquant le commencement de la synchronisation des cycles de rapports). Les sommes visant à soutenir ce cycle d'établissement de rapports devraient donc être allouées à partir de la septième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-7). La préparation synchronisée des différents rapports ne devrait pas exiger énormément de ressources supplémentaires, car la quantité de travail consacrée à la préparation de ces rapports ne changera pas de manière significative. Cela dit, les ressources nécessaires devront tenir compte de l'augmentation du nombre de Parties au Protocole de Nagoya, en particulier, depuis la remise des rapports nationaux intérimaires en 2017.

14. Il y aura vraisemblablement des changements au niveau des dates auxquelles les ressources seront nécessaires. La préparation de trois rapports en même temps exigera la disponibilité de toutes les ressources (humaines et financières) en même temps. À ce jour, les rapports étaient préparés selon des échéanciers différents, de sorte que les ressources pouvaient être décalées. La synchronisation créera assurément des difficultés, surtout dans les pays dont les rapports pour la Convention et ses Protocoles sont préparés par les mêmes équipes. Les différents échéanciers pour la préparation et la remise donnent lieu à la création de projets distincts pour l'obtention du soutien financier de la FEM pour la préparation de rapports au titre de ces trois instruments (la Convention et ses Protocoles). L'existence de projets distincts garantit aussi

l'obtention de soutien financier pour les rapports de chaque instrument. La synchronisation des cycles d'établissement de rapports ne donnera lieu à la création que d'un seul projet pour l'obtention du soutien financier pour la préparation des rapports. Le fait qu'il n'y ait qu'un seul projet réduira le fardeau administratif et les coûts de transaction, et, à espérer, les retards dans le décaissement des sommes, ce qui pourrait entraîner une économie de coûts car les pays pourraient rationaliser les processus de consultation des pays pour la préparation de ces rapports. Il demeure toutefois nécessaire de réserver et d'allouer des sommes adéquates pour appuyer les obligations d'établissement de rapports au titre des différents instruments.

B. Amélioration des synergies dans l'établissement des rapports remis au titre des conventions liées à la diversité biologique, des conventions de Rio et des Objectifs de développement durable

15. En réponse à la demande formulée au paragraphe 3 e) de la décision 14/27, le Centre mondial de surveillance pour la conservation du PNUE (WCMC-PNUE), avec le soutien du PNUE et du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, et en consultation avec les secrétariats des conventions concernées, ainsi que le Groupe de liaison sur la biodiversité et le Groupe mixte de liaison, a défini des scénarios d'actions mixtes concrètes pour faire progresser les synergies pour l'établissement de rapports impliquant les conventions liées à la diversité biologique et les conventions de Rio. Ces scénarios sont présentés dans le document CBD/SBI/3/11/Add.2. De plus, le Secrétariat a entrepris plusieurs mesures pour augmenter et encourager les synergies entre les différentes méthodes d'établissement de rapports. À titre d'exemple, en ce qui concerne le paragraphe 3 g) de la décision 14/27, le Secrétariat a contribué au développement, aux essais et à la promotion de l'outil d'établissement des comptes et des données (DaRT) qu'élabore le PNUE. De plus, en réponse au paragraphe 3 f) de cette même décision, le Secrétariat s'est penché sur la possibilité d'améliorer les synergies entre les examens nationaux volontaires du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'établissement de rapports nationaux après 2020 au titre de la Convention avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, notamment en encourageant la coordination entre les correspondants nationaux des Objectifs de développement durable et les correspondants nationaux de la Convention sur la diversité biologique. Il a aussi examiné la possibilité d'organiser des ateliers de formation mixtes sur la préparation des examens nationaux volontaires et de rapports nationaux au titre de la Convention.

C. Évaluation de l'utilisation d'outils d'établissement de rapports en ligne de la Convention et de ses Protocoles

16. Quatre-vingt-onze (51 p. cent) des 180 Parties ayant remis leur sixième rapport national ont utilisé l'outil créé en réponse à la décision XIII/29 pour le faire. À la fin de 2019, le Secrétariat a préparé un sondage afin d'évaluer l'utilisation de l'outil en ligne par les Parties.⁵ Les résultats du sondage ont mis en évidence la nécessité d'améliorer la résistance et la fonctionnalité de l'outil d'établissement de rapports en ligne, notamment en le simplifiant davantage et en lui donnant plus de souplesse, afin d'accommoder les variantes dans les rapports. Plusieurs difficultés ont contribué à augmenter le fardeau et le temps nécessaire à la préparation et la remise des sixièmes rapports nationaux en ligne. La nécessité de renforcer les capacités de l'outil et les contraintes pour les utilisateurs que représente la nécessité d'avoir une connexion fiable à l'Internet ont aussi été pris en note.

17. En ce qui concerne l'utilisation de l'outil d'établissement de rapports en ligne pour les Protocoles, les commentaires émis par les Parties à ce jour laissent entendre que l'expérience des Parties à cet égard a été positive.

18. Les commentaires des Parties concernant l'outil d'établissement de rapports en ligne pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques ont été positifs. La plupart des Parties ont réussi à remettre leur quatrième rapport national en ligne de manière indépendante en utilisant le nouvel outil d'établissement de rapports, et certaines d'entre elles ont informé le Secrétariat que leur expérience de la nouvelle plateforme avait été positive et qu'elles l'avaient trouvée conviviale. Quelques

⁵ Le document CBD/SBI/3/INF/3 contient un rapport détaillé sur les résultats du sondage.

Parties ont mentionné des difficultés techniques lors de la remise du rapport en ligne. Ces difficultés ont été réglées. Certaines Parties ont proposé d'apporter des améliorations à la plateforme, telles qu'offrir la possibilité d'imprimer le projet de rapport ou de le sauvegarder dans un format de document portable (PDF), ce qui aiderait les Parties lors des consultations finales avec les parties prenantes et les décideurs. Le Secrétariat compte mettre en œuvre les fonctionnalités proposées lorsque la migration du mécanisme de centre d'échange à sa nouvelle plateforme sera terminée. Onze des 108 Parties ayant remis leur quatrième rapport national en ligne ont éprouvé des difficultés et ont demandé l'assistance du Secrétariat à cet égard.

19. Les commentaires des pays concernant l'outil d'établissement de rapports en ligne pour le Protocole de Nagoya ont aussi été très positifs. Neuf pays seulement parmi les 99 ayant remis leur rapport intérimaire⁶ ont demandé l'assistance ciblée du Secrétariat afin de respecter l'échéance pour la remise de leur rapport. Quelques Parties ont soulevé des questions techniques concernant la remise du rapport intérimaire en ligne, telles que l'ajout d'une fonction de sauvegarde automatique des versions préliminaires ou la mise en œuvre de fonctions pour relier les dossiers de référence et les contacts. Ces questions seront examinées lors des prochaines révisions de l'outil.

D. Amélioration des modèles d'établissement des rapports nationaux, y compris les outils d'établissement de rapports en ligne

20. Le Secrétariat a déployé des efforts pour améliorer l'outil d'établissement de rapports en ligne en réponse à certaines difficultés signalées par les Parties concernant l'utilisation de l'outil d'établissement de rapports en ligne pour le sixième rapport national, notamment :

- a) Permettre aux Parties de communiquer les projets de rapports au SCDB sans ouvrir de session. Cette fonction soutient également l'expiration du lien et la révocation du lien ;
- b) Permettre aux Parties de publier automatiquement les fichiers auxiliaires (objectifs et évaluations nationaux) lors de la publication du sixième rapport national ;
- c) Permettre aux Parties d'effectuer des « sauvegardes automatiques » des projets de document (c.-à-d., qu'une copie du document est sauvegardée en arrière-plan par le système toutes les 10 minutes lorsque le travail est effectué en mode « édition ». Les copies de sauvegarde sont supprimées lors de la publication du rapport) ;
- d) La possibilité de voir les informations dans toutes les langues de remise dans le même visionnement. Cette même caractéristique peut être utilisée pour créer des fichiers PDF pour toutes les langues ensemble ou séparément ;
- e) Un visualiseur de PDF intégré et facile à utiliser, comprenant la possibilité de voir des pages en vignette et une fonction de « recherche », entre autres ;
- f) Des moyens de créer des PDF à partir des brouillons ;
- g) Créer de nouveaux choix dans la partie I pour les pays ayant adopté des objectifs nationaux mais qui souhaitent présenter leurs résultats par rapport aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

21. Le Secrétariat a également amélioré les outils d'établissement de rapports en ligne pour les Protocoles afin qu'ils correspondent aux modalités mixtes de fonctionnement du mécanisme de centre d'échange de la Convention, du centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (jointes en annexe à la décision 14/25).

22. Le Secrétariat a amorcé la migration du centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologique vers sa nouvelle plateforme. Le Secrétariat a aussi rendu disponible le modèle du quatrième rapport national pour le Protocole de Cartagena en utilisant la version d'aperçu en ligne de la nouvelle plateforme du centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, qui rend également disponible l'outil d'analyse des rapports, dans les six langues officielles des Nations Unies. Le Secrétariat a aussi actualisé et créé plusieurs outils afin d'aider les Parties à remettre leurs rapports

⁶ Au total, 91 Parties au Protocole de Nagoya (sur les 100 Parties ayant l'obligation de remettre un rapport national) ont remis un rapport, ainsi que 8 non-Parties, à la date de remise.

nationaux en ligne : a) il a créé une page de foire aux questions (FAQ) qui fournit une orientation par étapes pour la remise du rapport national dans les six langues officielles des Nations unies ; b) il a mis en place un forum de discussion nommé « forum de centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques sur le centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques », afin de faciliter les communications entre les correspondants nationaux du Protocole de Cartagena, les correspondants nationaux du centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et les utilisateurs nationaux autorisés au sujet de l'utilisation de l'outil d'établissement de rapports en ligne ; et c) il a créé un service d'assistance informatique. De plus, l'outil d'établissement de rapports en ligne donne aux utilisateurs la possibilité de visualiser les réponses fournies dans le rapport national précédent. Ces changements ont aussi été apportés afin de permettre la comparaison des rapports remis au fil des ans et ainsi faciliter le suivi des tendances et la comparabilité.

23. À l'instar du centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, le centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages propose un outil d'analyse offrant une interface pour examiner les données ventilées proposées pour chaque question du rapport national intérimaire sur l'application du Protocole de Nagoya. Grâce à cet outil, les utilisateurs peuvent sélectionner des sections ou des questions d'intérêt, comparer les résultats par région d'un pays et visualiser le nombre de réponses et les moyennes. L'outil d'analyse permet de comparer le rapport national intérimaire aux futurs rapports nationaux sur l'application du Protocole de Nagoya afin d'évaluer et de visualiser les progrès. Le Secrétariat a offert de l'assistance aux pays pour la remise du rapport, notamment au moyen d'activités de proximité et de participation, et du service d'assistance informatique du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, et en créant une page FAQ⁷ et un guide par étapes.⁸

IV. POINTS DE VUE CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS NATIONAUX DANS LE CONTEXTE DU SUIVI ET DE L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE MONDIAL DE LA BIODIVERSITÉ POUR L'APRÈS-2020

24. Les Parties, organisations et observateurs ont fait connaître leurs points de vue concernant le futur établissement de rapports dans le contexte du suivi et de la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, lors de divers processus, notamment l'Atelier de consultation thématique sur les mécanismes transparents de mise en œuvre, de suivi, d'établissement de rapports et d'examen et la deuxième réunion du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 qui a eu lieu à Rome en février 2020,⁹ dont ceux-ci :

a) Les rapports nationaux devraient demeurer l'instrument principal de suivi et d'examen de l'application de la Convention et du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 aux niveaux national et mondial. Un mécanisme d'établissement de rapports plus efficace, robuste et transparent s'impose toutefois ;

b) Les futurs cycles d'établissement des rapports nationaux doivent mettre l'accent sur les points importants à suivre concernant la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 tout en accordant la souplesse nécessaire pour tenir compte de la situation et des besoins nationaux.

⁷ <https://absch.cbd.int/about/interimReport>

⁸ <https://absch.cbd.int/about/guides/NR>

⁹ Par exemple, les Parties ont offert des perspectives au moyen de divers exposés en lien avec le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Ces exposés sont publiés sur le site <https://www.cbd.int/conferences/post2020/submissions>. De plus, l'établissement de rapports nationaux a aussi été abordé, dans une certaine mesure, lors des consultations régionales et thématiques sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Des échanges détaillés sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ont eu lieu lors de l'atelier de consultations thématiques sur les mécanismes transparents de mise en œuvre, de suivi, d'établissement de rapports et d'examen, qui a contribué à l'élaboration du cadre de suivi, établissement de rapport et examen du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. De plus, les première et deuxième réunions du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, la vingt-troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et la onzième réunion du Groupe de travail sur l'article 8 j) ont abordé, dans une certaine mesure, des points habituellement liés au suivi, établissement de rapport et examen du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui ont des répercussions sur l'établissement de rapports nationaux.

Il a été suggéré de rendre certaines parties du rapport national obligatoires et d'autres volontaires, afin d'éviter la répétition et les chevauchements ;

c) Les rapports nationaux devraient mettre davantage l'accent sur les résultats et conséquences des actions et repérer les lacunes au niveau des engagements et de la mise en œuvre, dont les difficultés éprouvées ;

d) L'établissement de rapports nationaux doit compléter et accroître la valeur de tous les bilans et évaluations afin d'aider à repérer les manques de capacités et les lacunes dans la mise en œuvre, et améliorer les mesures de mise en œuvre et la transparence ;

e) En ce qui concerne la périodicité des rapports nationaux, la plupart des Parties ont suggéré le maintien de l'intervalle actuel de deux rapports nationaux par période de dix ans. D'autres ont suggéré que les rapports d'examen d'actualisation volontaires soient préparés tous les deux ans afin que les réunions de l'Organe subsidiaire chargé de l'application et de la Conférence des Parties aient en main de l'information plus récente pour leurs examens et décisions. Il a aussi été suggéré que des rapports plus courts soient préparés aux deux ans et des rapports plus exhaustifs soient préparés aux quatre ou cinq ans ;

f) De faciliter l'utilisation de l'outils d'établissement de rapport en ligne ;

g) Les Parties devraient faire participer les peuples autochtones et les communautés locales en tant que parties prenantes pertinentes dans la préparation du rapport national et intégrer leur contribution au rapport national ;

h) L'utilisation d'indicateurs doit être encouragée dans les rapports nationaux afin d'assurer un suivi et une évaluation plus efficaces de la mise en œuvre. Certaines Parties ont suggéré d'élaborer une série d'indicateurs principaux pour servir d'étalon de mesure pour toutes les Parties. Certaines Parties ont indiqué qu'il faudrait utiliser des indicateurs nationaux et mondiaux en précisant que certains pays ont établi des indicateurs et des séries de données il y a longtemps déjà et qu'ils continueront à utiliser ;

i) Les synergies entre les processus d'établissement de rapports devraient être améliorées, tant au niveau de la périodicité que du contenu, notamment la concordance de l'établissement de rapports au titre de la Convention et de ses Protocoles et les synergies dans l'établissement de rapports au titre des conventions liées à la diversité biologique, des conventions de Rio et en lien avec les Objectifs de développement durable. À cet égard, il convient d'examiner le recours à l'établissement de rapports par modules et l'utilisation de l'outil d'établissement des comptes et des données (DaRT) élaboré par le PNUE ;

j) Des ressources et des capacités adéquates, dont la création d'outils supplémentaires en appui à l'établissement de rapports nationaux, sont essentielles afin que les rapports nationaux soient préparés et remis dans des délais opportuns ;

k) La suggestion d'un examen possible des rapports nationaux par le Secrétariat ou par des experts ou organes externes avant leur remise a été retenue ;

l) Les processus de planification et d'établissement de rapports nationaux devraient être harmonisés.

m) Les changements apportés au modèle de rapport national devraient être réduits au minimum afin de favoriser la comparabilité entre les cycles d'établissement de rapports et un meilleur suivi des progrès.

V. PRINCIPES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION LORS DE L'ÉLABORATION DU MODÈLE DU SEPTIÈME RAPPORT NATIONAL

25. Le modèle de rapport national adopté par la Conférence des Parties a été modifié à chaque cycle à partir des expériences et des enseignements tirés des cycles précédents. Selon les points de vue et les suggestions ci-dessus, il est proposé que l'élaboration du modèle du septième rapport national tienne compte des principes suivants :

a) Le modèle du septième rapport national devrait prendre appui sur le modèle du sixième rapport national. Il doit proposer des questions à choix multiples afin de réunir toute l'information, tout en offrant de l'espace pour les réponses à développement ;

b) Le contenu du septième rapport national doit correspondre aux éléments du cadre de suivi du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ;

c) Les parties formant le rapport et les questions qui y sont posées doivent chercher à recueillir des renseignements qui serviront à l'évaluation ou au bilan mondial des progrès dans la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ;

d) Le rapport doit être le plus court possible et mettre l'accent sur les progrès dans la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, surtout les résultats des mesures prises, les difficultés éprouvées et les mesures supplémentaires nécessaires ;

e) Le modèle du septième rapport national doit être conçu de manière à ce que les peuples autochtones et les communautés locales puissent y contribuer ;

f) L'utilisation d'indicateurs principaux convenus par les Parties devrait être obligatoire lors de la préparation du septième rapport national afin de favoriser une analyse et un regroupement mondiaux des données du rapport. Les Parties pourraient aussi utiliser des indicateurs nationaux et autres indicateurs pertinents, s'il y a lieu ;

g) Les synergies entre les rapports nationaux au titre de la Convention et autres processus connexes d'établissement de rapports, surtout ceux au titre des Protocoles, des conventions liées à la diversité biologique, des conventions de Rio et en lien avec les Objectifs de développement durable, doivent être encouragées ;

h) Le septième rapport national doit être remis en 2023 (synchronisé avec la remise des rapports nationaux au Protocole), conformément à la décision 14/27. Il est proposé que le septième rapport national soit remis en 2024, à cause du report de la quinzième réunion de la Conférence des Parties ;

i) L'outil d'établissement de rapport en ligne sera peaufiné au besoin afin que les Parties puissent remettre leur septième rapport national en ligne.

26. Les principaux éléments proposés pour le projet de modèle du septième rapport national sont présentés à l'annexe I pour examen par l'Organe subsidiaire chargé de l'application à sa troisième réunion. Le projet de modèle du septième rapport national sera peaufiné selon les points de vue reçus de la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application et de la troisième réunion du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Le modèle révisé sera soumis à un processus d'examen mondial par des pairs avant sa présentation pour adoption à la quinzième réunion de la Conférence des Parties. Les principaux éléments proposés du projet de modèle du septième rapport national ont pour but d'offrir un moyen d'aller de l'avant dans l'élaboration d'un modèle qui permettra aux Parties de : a) établir un rapport sur l'état de la mise à jour ou de la révision des SPANB à la lumière du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, y compris l'état de l'adoption du SPANB en tant qu'instrument de politique et sur les principaux éléments du SPANB ; et b) établir un rapport sur les progrès en vue de la réalisation des objectifs de 2050, des étapes de 2030 et des buts contenus dans le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, en utilisant les indicateurs principaux, dont les principales mesures prises et les difficultés éprouvées. Le projet de modèle du septième rapport national doit également tenir compte des principes indiqués ci-dessus et des expériences et enseignements tirés du processus pour le sixième rapport national.

*Annexe I***ÉLÉMENTS PROPOSÉS POUR LE PROJET DE MODÈLE DU SEPTIÈME RAPPORT NATIONAL**

1. L'article 26 de la Convention oblige les Parties à remettre à la Conférence des Parties un rapport national sur les mesures prises pour appliquer la Convention et leur efficacité dans la réalisation des objectifs de la Convention. La date de remise du septième rapport national est **le 30 juin 2024** (décisions 14/27 et 15/--). Compte tenu du temps qu'exigent la préparation, l'approbation et la remise d'un rapport national, les Parties sont encouragées à commencer la préparation de leur septième rapport national longtemps avant la date de remise.
2. Le septième rapport national devrait offrir une première évaluation des progrès dans la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, dont les résultats des mesures prises, en se fondant sur les informations concernant la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et autres mesures prises pour appliquer la Convention. Les Parties devraient utiliser la série d'indicateurs principaux contenue dans le cadre de suivi pour les buts et objectifs du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 lors de l'évaluation des progrès réalisés au pays, afin de favoriser le regroupement et l'analyse des progrès à l'échelle mondiale.
3. Étant donné que le septième rapport national portera sur une période chevauchant la fin de l'échéance de la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et les premières années du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, les données présentées dans le rapport devraient offrir une mise à jour des mesures prises et des réalisations au titre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (c.-à-d., depuis la remise du sixième rapport national en décembre 2018).
4. Le septième rapport national doit être concis et fondé sur les données et les informations les plus récentes provenant du plus grand nombre de sources possible, dont des ensembles de données mondiales et régionales, ainsi que les examens les plus récents de la mise en œuvre par les pays et autres évaluations nationales.
5. Les Parties sont encouragées à faire participer les principales parties prenantes à la préparation de leur septième rapport national. Les mesures prises par ces parties prenantes, y compris leurs engagements volontaires, contribueront à la mise en œuvre des objectifs nationaux et mondiaux et doivent donc être prises en considération dans le rapport national. Ces parties prenantes consistent en les peuples autochtones et les communautés locales, les gouvernements infranationaux et les représentants des secteurs concernés, du milieu des affaires, du milieu universitaire, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile. Les Parties sont aussi encouragées à faire participer les correspondants nationaux des conventions liées à la diversité biologique et des conventions de Rio, en plus des correspondants nationaux des Objectifs de développement durable et des autres conventions internationales et régionales pertinentes. De plus, pour donner suite à la décision 14/27, dans laquelle la Conférence des Parties a décidé que la remise des prochains rapports au titre de la Convention et de ses Protocoles serait synchronisée, les Parties devraient faire participer les correspondants nationaux respectifs des Protocoles de Cartagena et de Nagoya (s'il s'agit de quelqu'un d'autre que le correspondant national principal de la CDB) à la préparation du septième rapport national.

Structure et modèle du septième rapport national et utilisation du rapport

6. Le septième rapport national est divisé en cinq parties :

Partie I	Bref aperçu du processus de préparation du rapport
Partie II	État de la stratégie et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) actualisé à la lumière du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020
Partie III	Première évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de 2050

Partie IV	Première évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des étapes et cibles d'action de 2030
Partie V	Sommaire exécutif du rapport (mise à jour du profil du pays en matière de diversité biologique)

7. Chaque partie du rapport sera préparée selon un modèle standardisé contenant des questions précises et un choix de réponses, afin de faciliter la préparation du septième rapport national. De l'espace sera fourni afin d'inclure davantage d'information au sujet des éléments de réponse. De plus, les Parties seront encouragées à fournir les liens à des sites Web pertinents offrant de plus amples informations, éliminant ainsi le besoin d'inclure directement ces informations dans le rapport national.

8. Un manuel de référence sera préparé afin d'offrir une orientation et des explications supplémentaires sur l'utilisation du modèle. Il contiendra les liens vers d'autres sources d'information pour la préparation du septième rapport national. Du matériel de soutien supplémentaire sera élaboré au besoin en appui à la préparation du rapport.

9. Les informations contenues dans le septième rapport national serviront à :

- a) Lancer l'examen à mi-mandat de la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 par la Conférence des Parties ;
- b) Contribuer au premier rapport mondial sur les écarts en matière d'engagement envers la diversité biologique, qui sera vraisemblablement à remettre en 2024 ou 2025 ;
- c) Commencer le premier bilan mondial par la Conférence des Parties, vraisemblablement en 2025 ;
- d) Élaborer la sixième édition des *Perspectives mondiales de la diversité biologique* ;
- e) Contribuer à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris les Objectifs de développement durable et les cibles associées ;
- f) Contribuer à l'examen de la mise en œuvre des plans stratégiques des conventions et processus apparentés.

Utilisation d'une série d'indicateurs principaux de base pour le suivi et l'établissement de rapports

10. Il est proposé d'utiliser une série d'indicateurs principaux de base convenus dans le cadre de suivi du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 en tant qu'élément obligatoire des rapports nationaux, afin de favoriser le regroupement et l'analyse des progrès à l'échelle mondiale. Les modèles de rapports nationaux pourraient être remplis au moyen de données nationales disponibles et séparées des ensembles de données publiques mondiales ou nationales. Les Parties auraient ensuite le choix d'utiliser les données disponibles afin de proposer un autre ensemble de données ou de déclarer « pas de données » / « sans objet ».

Améliorer les synergies de remise de rapports au titre des conventions liées à la diversité biologique et des conventions de Rio, et en lien avec les Objectifs de développement durable

11. Les Parties sont encouragées à faire participer les correspondants nationaux des conventions liées à la diversité biologique et des conventions de Rio, comme indiqué précédemment, en plus des correspondants nationaux des Objectifs de développement durable, à la préparation des septièmes rapports nationaux. Les Parties sont également encouragées à utiliser l'outil d'établissement des comptes et des données (DaRT) élaboré par le PNUE. Le DaRT est le premier outil élaboré dans le but d'aider les Parties à faire une utilisation efficace des synergies dans le domaine de la gestion des connaissances et de

l'information pour l'établissement de rapports nationaux au titre des conventions liées à la diversité biologique, et il a reçu d'appui de l'Initiative InforMEA (<https://dart.informea.org>). Les Parties sont également encouragées à prendre des mesures à cet égard, comme indiqué dans la décision 15/--.

Remise du rapport

12. Un outil d'établissement de rapports en ligne sera élaboré afin de faciliter la préparation et la remise du septième rapport national par les Parties. Cet outil d'établissement de rapports en ligne sera disponible auprès du mécanisme de centre d'échange¹⁰ de la Convention et permettra à plusieurs utilisateurs nationaux autorisés d'élaborer des éléments du rapport national de les soumettre pour examen et approbation interne avant de les remettre formellement par l'entremise d'une autorité nationale de publication. L'outil permettra aussi aux Parties de soumettre des parties du rapport national à mesure qu'elles sont mises au point ou de soumettre le rapport complet lorsque toutes les parties seront remplies. Une version hors ligne du modèle d'établissement du rapport sera mise à la disposition des Parties qui ont un accès limité à l'Internet ou qui préfèrent remettre leur rapport en version papier. Les rapports nationaux remis en version papier devront être accompagnés d'une lettre ou d'un courriel officiel du correspondant national de la Convention ou d'un cadre supérieur du gouvernement responsable de l'application de la Convention. Les Parties qui n'utilisent pas l'outil d'établissement de rapports en ligne pourront faire parvenir leur septième rapport national au Secrétariat à son adresse de courriel principale (secretariat@cbd.int).

¹⁰<http://chm.cbd.int>

Projet de modèle du septième rapport national

Partie I. Bref aperçu du processus de préparation du rapport

<p>Décrivez brièvement le processus utilisé pour la préparation de ce rapport en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties prenantes engagées et participantes ; • Les mécanismes de coordination utilisés (s’il y a lieu) ; • Les consultations entreprises à différents niveaux pour la préparation de ce rapport ; • Le plan pour l’utilisation du rapport pour les activités de communication et de proximité, ainsi que le processus national de planification, si celui-ci est nécessaire.

Partie II. État du SPANB actualisé ou révisé à la lumière du cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020

<p>Votre pays a-t-il actualisé ou révisé son SPANB ou son plan d’action pour la diversité biologique à la lumière du cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020 ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> En cours (veuillez indiquer la date d’achèvement prévue)</p>
<p>Est-ce que le SPANB actualisé ou le plan d’action pour la diversité biologique de votre pays comprend les éléments suivants ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Stratégies d’intégration</p> <p><input type="checkbox"/> Plan de renforcement des capacités</p> <p><input type="checkbox"/> Plan de mobilisation des ressources</p> <p><input type="checkbox"/> Mécanisme de suivi, établissement de rapport et évaluation</p> <p><input type="checkbox"/> Plan de communication et d’éducation</p> <p><input type="checkbox"/> Plan de mise en œuvre (niveau infranational)</p> <p><input type="checkbox"/> [À ajouter]</p>
<p>Le SPANB ou le plan d’action pour la diversité biologique de votre pays a-t-il été adopté en tant qu’instrument de politique ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> En cours</p>
<p>Si vous avez répondu « oui » à la question précédente, veuillez préciser en tant que quel type de politique votre SPANB actualisé ou plan d’action pour la diversité biologique a été adopté.</p>	<p><input type="checkbox"/> Pangouvernementale</p> <p><input type="checkbox"/> Pour le secteur de l’environnement seulement</p>

	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Loi ou document juridiquement contraignant <input type="checkbox"/> Cadre d'orientation <input type="checkbox"/> Intégré à la stratégie de réduction de la pauvreté, à la stratégie de développement durable, au plan national de développement et autres stratégies et plans apparentés
--	--

Partie III. Première évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de 2050 du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020

Veillez fournir une première évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de 2050 du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

Objectifs de 2050	Valeur des indicateurs principaux (à remplir ou garnir à l'avance si ces données sont disponibles dans des ensembles de données régionaux/mondiaux pertinents)	Veillez préciser la source des données liées aux indicateurs principaux
Objectif 1		
Objectif 2		
Objectif 3		
Objectif 4		

Partie IV. Progrès accomplis dans la réalisation des étapes et cibles d'action de 2030

Veillez utiliser le modèle ci-dessous pour faire état des progrès accomplis dans la mise en œuvre des différentes étapes et cibles d'action de 2030 figurant dans le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 en reproduisant le modèle pour chaque étape et cible. Les pays feront état des progrès accomplis par rapport aux étapes et cibles de 2030 en puisant dans l'information liée à l'application de la Convention, du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et des SPANB, ainsi qu'aux mesures prises par les secteurs et parties prenantes concernés afin de respecter les engagements volontaires.

Étapes de 2030 /Cible d'action 1	
Est-ce que votre pays a élaboré des engagements nationaux correspondant à cette étape/cible et acheminé ceux-ci par le biais du mécanisme de centre d'échanges ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> En cours
Si vous avez répondu « oui », estimez-vous que votre niveau d'ambition national (objectifs nationaux en plus des engagements pertinents des parties prenantes) est suffisant pour réaliser cette étape/atteindre cette cible ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si vous avez répondu « non » et repéré les écarts, décrivez brièvement ci-dessous les étapes à prendre pour combler ces écarts :

<p>Veillez indiquer la valeur de l'indicateur principal lié à cette étape/cible.</p>	<p>(À remplir ou garnir à l'avance à partir des ensembles de données régionales/mondiales pertinentes, si ces données sont disponibles)</p>
<p>Veillez indiquer la source des données liées à l'indicateur principal.</p>	
<p>À partir de la valeur de l'indicateur principal précisée ci-dessus, veuillez indiquer le niveau actuel de progrès accomplis par votre pays dans la réalisation de cette étape/cible :</p>	<p><input type="checkbox"/> Sur la bonne voie pour réaliser l'étape/atteindre la cible</p> <p><input type="checkbox"/> Des progrès ont été accomplis dans la réalisation de cette étape/atteinte de la cible, mais à un rythme insuffisant</p> <p><input type="checkbox"/> Aucun changement significatif</p> <p><input type="checkbox"/> Éloignement par rapport à l'étape/cible</p> <p><input type="checkbox"/> Inconnu</p>
<p>Si votre pays a utilisé d'autres indicateurs ou outils pour évaluer les progrès indiqués ci-dessus, veuillez fournir les détails à cet égard ici.</p>	
<p>Décrivez brièvement les principales mesures prises pour mettre en œuvre cette étape/cible.</p>	
<p>Pour chacune des actions décrites ci-dessus, si votre pays a réalisé une analyse de leur efficacité ou de leurs répercussions, veuillez préciser quelle action a été efficace, quelle action a été efficace en partie et quelle action n'a pas été efficace. En ce qui concerne les actions jugées inefficaces, veuillez fournir les raisons de l'inefficacité.</p>	
<p>Veillez nous faire part de vos histoires de réussite dans la mise en œuvre de cette étape/cible, s'il y a lieu, et des liens aux sites Web et documents pertinents.</p>	
<p>Veillez choisir les principales difficultés éprouvées dans la mise en œuvre des étapes/cibles dans la liste fournie en appendice, ci-dessous (vous pouvez ajouter d'autres difficultés éprouvées ne figurant pas sur la liste). Veuillez également fournir des renseignements sur les principales difficultés éprouvées.</p>	

Partie V. Sommaire exécutif du septième rapport national (profil de pays actualisé)

Veillez fournir un sommaire exécutif du rapport en mettant en évidence les principales conclusions. Ce sommaire servira pour les communications et aussi de profil de pays actualisé qui sera mis à disposition par l'entremise du mécanisme de centre d'échange.

Sommaire des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de 2050 et des étapes et cibles d'action de 2030	
Changements observés dans l'état et les tendances de la diversité biologique en conséquence des mesures prises ou des progrès accomplis	
Écarts dans les engagements, principales difficultés éprouvées dans la mise en œuvre et mesures à prendre pour améliorer les ambitions et les actions	

Appendice

**OBSTACLES À L'APPLICATION DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE**

(Jointes en annexe à la [décision VI/26](#))

1. Obstacles politiques/sociétaux :
 - a) Absence de volonté politique et de soutien à l'application de la Convention sur la diversité biologique ;
 - b) Participation du public et des parties prenantes limitée ;
 - c) Absence d'intégration des questions liées à la diversité biologique dans les autres secteurs, y compris l'utilisation d'outils tels que l'évaluation des impacts environnementaux.
 - d) Instabilité politique ;
 - e) Absence de mesures de précaution et proactives, entraînant des politiques réactives.
2. Obstacles institutionnels, techniques et liés aux capacités :
 - a) Capacités inadéquates pour agir découlant de la faiblesse institutionnelle ;
 - b) Manque de ressources humaines ;
 - c) Absence de transfert de technologie et d'expertise ;
 - d) Perte des connaissances traditionnelles ;
 - e) Manque de capacités de recherche scientifique pour soutenir tous les objectifs.
3. Manque de connaissances/informations accessibles :
 - a) L'appauvrissement de la diversité biologique et des biens et services connexes qu'elle procure est mal compris et documenté ;
 - b) Les connaissances scientifiques et traditionnelles existantes ne sont pas utilisées à leur plein potentiel ;
 - c) La diffusion de renseignements aux échelles internationale et nationale est inefficace ;
 - d) Absence d'éducation et de sensibilisation du public à tous les niveaux.
4. Ressources économiques, politiques et financières :
 - a) Manque de ressources financières et humaines ;
 - b) Fragmentation du soutien financier du FEM ;
 - c) Absence de mesures d'encouragement économique ;
 - d) Absence de partage des avantages.
5. Collaboration/coopération :
 - a) Absence de synergies aux niveaux national et international ;
 - b) Absence de coopération horizontale entre les parties prenantes ;
 - c) Absence de partenariats efficaces ;
 - d) Manque d'engagement de la communauté scientifique.

6. Obstacles légaux/juridiques :
 - a) Absence de lois et politiques pertinentes.
7. Facteurs socioéconomiques :
 - a) Pauvreté ;
 - b) Pression de la population ;
 - c) Habitudes de consommation et de production non durables ;
 - d) Manque de capacités pour les communautés locales.
8. Phénomènes naturels et changements environnementaux :
 - a) Changements climatiques ;
 - b) Catastrophes naturelles.

*Annexe II***PAYS AYANT REMIS LEUR SIXIÈME RAPPORT NATIONAL (AU 30 SEPTEMBRE 2020)**

- | | | | |
|-----|---------------------------------|-----|--------------------------------|
| 1. | Afghanistan | 50. | Érythrée |
| 2. | Afrique du Sud | 51. | Espagne |
| 3. | Albanie | 52. | Estonie |
| 4. | Algérie | 53. | Eswatini |
| 5. | Allemagne | 54. | Éthiopie |
| 6. | Andorre | 55. | Fidji |
| 7. | Angola | 56. | Finlande |
| 8. | Antigua-et-Barbuda | 57. | France |
| 9. | Arabie saoudite | 58. | Gabon |
| 10. | Argentine | 59. | Gambie |
| 11. | Arménie | 60. | Géorgie |
| 12. | Australie | 61. | Ghana |
| 13. | Autriche | 62. | Grèce |
| 14. | Azerbaïdjan | 63. | Guatemala |
| 15. | Bahamas | 64. | Guinée |
| 16. | Bangladesh | 65. | Guinée équatoriale |
| 17. | Barbade | 66. | Guinée-Bissau |
| 18. | Belarus | 67. | Guyana |
| 19. | Belgique | 68. | Haïti |
| 20. | Belize | 69. | Honduras |
| 21. | Bénin | 70. | Hongrie |
| 22. | Bhoutan | 71. | Îles Cook |
| 23. | Bolivie (État plurinational de) | 72. | Îles Marshall |
| 24. | Bosnie-Herzégovine | 73. | Îles Salomon |
| 25. | Botswana | 74. | Inde |
| 26. | Brésil | 75. | Indonésie |
| 27. | Brunei Darussalam | 76. | Iran (République islamique d') |
| 28. | Bulgarie | 77. | Iraq |
| 29. | Burkina Faso | 78. | Irlande |
| 30. | Burundi | 79. | Israël |
| 31. | Cambodge | 80. | Italie |
| 32. | Cameroun | 81. | Jamaïque |
| 33. | Canada | 82. | Japon |
| 34. | Cap-Vert | 83. | Jordanie |
| 35. | Chili | 84. | Kazakhstan |
| 36. | Chine | 85. | Kenya |
| 37. | Colombie | 86. | Kirghizistan |
| 38. | Comores | 87. | Kiribati |
| 39. | Costa Rica | 88. | Koweït |
| 40. | Côte d'Ivoire | 89. | Lesotho |
| 41. | Croatie | 90. | Lettonie |
| 42. | Cuba | 91. | Liban |
| 43. | Danemark | 92. | Libéria |
| 44. | Djibouti | 93. | Liechtenstein |
| 45. | Dominique | 94. | Luxembourg |
| 46. | Égypte | 95. | Madagascar |
| 47. | El Salvador | 96. | Malaisie |
| 48. | Émirats arabes unis | 97. | Malawi |
| 49. | Équateur | 98. | Maldives |

99. Mali
 100. Malte
 101. Maroc
 102. Maurice
 103. Mauritanie
 104. Mexique
 105. Micronésie (États fédérés de)
 106. Mongolie
 107. Monténégro
 108. Mozambique
 109. Myanmar
 110. Namibie
 111. Nauru
 112. Népal
 113. Nicaragua
 114. Niger
 115. Nigeria
 116. Nioué
 117. Norvège
 118. Nouvelle-Zélande
 119. Ouganda
 120. Ouzbékistan
 121. Pakistan
 122. Palau
 123. Panama
 124. Papouasie-Nouvelle-Guinée
 125. Paraguay
 126. Pays-Bas
 127. Pérou
 128. Philippines
 129. Pologne
 130. Portugal
 131. Qatar
 132. République centrafricaine
 133. République de Corée
 134. République de Moldavie
 135. République démocratique du Congo
 136. République démocratique populaire lao
 137. République dominicaine
 138. République du Congo
 139. République unie de Tanzanie
 140. Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 141. Rwanda
 142. Sainte-Lucie
 143. Saint-Kitts-et-Nevis
 144. Saint-Vincent-et-les-Grenadines
 145. Samoa
 146. Sao Tomé-et-Principe
 147. Sénégal
 148. Serbie
 149. Seychelles
 150. Sierra Leone
 151. Singapour
 152. Slovaquie
 153. Slovénie
 154. Somalie
 155. Soudan
 156. Sri Lanka
 157. Sud Soudan
 158. Suède
 159. Suisse
 160. Suriname
 161. Tadjikistan
 162. Tchad
 163. Tchéquie
 164. Thaïlande
 165. Timor-Leste
 166. Togo
 167. Trinité-et-Tobago
 168. Tunisie
 169. Turkménistan
 170. Turquie
 171. Tuvalu
 172. Ukraine
 173. Union européenne
 174. Uruguay
 175. Vanuatu
 176. Venezuela (République bolivarienne du)
 177. Viet Nam
 178. Yémen
 179. Zambie
 180. Zimbabwe
-